Document generated on 10/12/2024 12:39 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Association for Canadian Studies in the United-States (Nouvelle-Orléans, 1993)

Michel Sarra-Bournet

Volume 2, Number 4, Spring 1994

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063438ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063438ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Sarra-Bournet, M. (1994). Review of [Association for Canadian Studies in the United-States (Nouvelle-Orléans, 1993)]. *Bulletin d'histoire politique*, *2*(4), 55–57. https://doi.org/10.7202/1063438ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Personne-ressource: Bernard Cleary

Animation et coordination: Pierre Bonnet et René Boudreault

Informations: Pierre Bonnet (514) 598-2088

COMPTE RENDUS DE CONFÉRENCES

ASSOCIATION FOR CANADIAN STUDIES IN THE UNITED-STATES (NOUVELLE-ORLÉANS, 1993)

Les ateliers sur la politique présentés dans le cadre de cette rencontre biennale qui s'est tenue à la Nouvelle-Orléans en novembre dernier réservaient quelques surprises. En effet, les canadianistes des États-Unis semblent prendre la souveraineté du Québec pour acquise. Dans ces circonstances, le débat a maintes fois porté sur l'existence d'un Canada anglais viable. Voici quelques notes prises lors d'un échantillon bien incomplet de communications et de tables rondes.

Lors d'une séance ajoutée au programme à la dernière minute, et malencontreusement programmée le premier matin du congrès, l'ex-ministre québécois **Richard French** a tenté de cerner les raisons pour lesquelles le vote de protestation n'a pas profité au Parti Libéral de Jean Chrétien lors de l'élection du 26 octobre. Il a identifié trois facteurs: l'échec des accords constitutionnels de Meech et Charlottetown, qui a rendu le message fédéraliste mois attrayant, l'impopularité personnelle de Jean Chrétien, et l'habile campagne de Lucien Bouchard.

À noter que M. French a tracé un intéressant portrait de l'opinion publique québécoise et canadienne sur la question nationale. Ainsi, on compterait deux groupes dans la classe moyenne québécoise: l'un, souverainiste, serait motivé par l'idéologie, l'autre, fédéraliste, par le marché.

Au Canada anglais, ce sont des interprétations particulières de l'histoire constitutionnelle récente qui auraient cristallisé l'opinion: un groupe croyant que les efforts de Meech et Charlottetown valaient la peine d'être tentés, en raison de l'échec constitutionnel de Trudeau, l'autre croyant Mulroney responsable de l'ouverture d'une blessure que le Québec s'était infligé lui-même en 1981, lorsqu'il a refusé de participer au rapatriement de la constitution.

La seconde partie de son exposé portait sur les deux prochaines années du calendrier politique. Il a noté que les souverainistes étaient en meilleur position que jamais de gagner un référendum et que cela allait dépendre de trois facteurs: de l'économie du Québec, de la stratégie de Lucien Bouchard, et de quelques éléments formateurs qui pourraient survenir, tel un débat sur la langue, ou une guerre de symboles.

En conclusion, M. French a prédit qu'un changement fondamental de la structure du Canada est plus plausible que jamais depuis 1980.

Interrogé à savoir si les expériences actuelles d'accession àl'indépendance auraient une influence quelconque au Québec, M. French a affirmé qu'elles ne faisaient que renforcer les positions existantes.

Sur plan plus général, **Jeffrey Simpson** du *Globe and Mail* a donné un aperçu de son dernier livre, *Faultlines: New Politics in Canada*. Constatant qu'un tiers des électeurs canadiens avaient voté pour des partis régionaux, il s'est concentré sur le phénomène du *Reform Party*, étant donné que quelqu'un d'autre avait couvert le Québec.

Le *Reform Party*, au contraire des partis de protestation traditionnels de l'Ouest, est issu de la classe moyenne. Malgré sa rhétorique «*One Canada*», il offre une vision dualiste du pays: le Québec doit décider ce qu'il veut et les autres Canadiens doivent faire de même de leur côté. Ensuite, nous devons nous asseoir à la même table et voir ce que l'on peut faire ensemble. L'idéologie du *Reform* est faite d'un mélange de conservatisme républicain et d'anti-étatisme. Il a joué sur le ressentiment anti-Québécois en affirmant que le Canada avait besoin d'un parti qui n'était pas vendu aux intérêts du Québec. Tant que la question nationale ne sera pas résolue, a-t-il ajouté, le *Reform* demeurera populaire au Canada anglais.

Preston Manning aurait longuement parlé à M. Simpson de la période précédant la guerre civile aux États-Unis, et des deux visions irréconciliables qui s'étaient affrontées à cette époque. Pour finir, M. Simpson a expliqué les autres clivages traversant le tissu politique canadien. L'adoption de la Charte des droits serait principalement responsable.

Durant la période de questions, M. Simpson a déclaré qu'il y avait plus de cinquante p. cent des chances que le Québec se sépare du Canada, parce que le Canada anglais avait rejeté les demandes du Québec pendant 25 ans. «My own view, a-t-il dit, is that they will chose to secede.» Le choix de cette dernière expression est àsouligner, car la "sécession" évoque un épisode difficile de l'histoire américaine.

Lors d'une autre séance, **Stephen Maly**, du gouvernement du Montana s'est penché sur l'effacement progressif des différences entre le Canada et les États-Unis. Selon lui, le fractionnement du Canada poserait la question de l'existence du Canada anglais, et la réponse risquerait d'être différente d'une région à l'autre, car il y a plusieurs «nations culturelles» en dehors du Québec.

David Rovinski du SAIS à Washington a donné un exposé conventionnel sur les raisons de l'échec des négociations constitutionnelles depuis 1982, en mentionnant le style de leadership du Mulroney qui a oeuvré avec des élites, derrière des portes closes. Commentant la résistance du Québec à la Charte canadienne des droits et liberté, il a relevé le plus grand respect des Québécois pour les gouvernements et les politiciens. Cependant, il a noté que la Charte des droits du Québec était plus libérale que celle du Canada, parce qu'elle s'applique au secteur privé. En terminant, M. Rovinski a soulevé la question de la légitimité démocratique si le Québec en arrivait à négocier sa souveraineté: comment, a-t-il demandé, le processus de ratification s'effectuerait-il?

Lors d'une séance sur la «communauté nord-américaine», **Charles F. Doran**, également du SAIS, a déclaré que la souveraineté du Québec n'était pas une question urgente, mais qu'elle en serait bientôt une.

Dans une séance sur l'hydro-électricité, **Fredric C. Menz** de *Clarkson University* s'est demandé pourquoi le débat environnemental sur les projets de la Baie James s'était transporté sans son pays, puisque aucune «externalité» ne résultait de ces projets (aux États-Unis).

Rattrapant la balle au bond, le délégué du Québec à New York, **Reed Scowen** a affirmé qu'il fallait persuader les Cris et Hydro-Québec de ramener le débat au Québec, d'autant plus que le commerce hydro-électrique ne représentait qu'une fraction des exportations du Québec en Nouvelle-Angleterre.

Anne-Marie Gingras de l'Université Laval a expliqué que le Québec et le Canada anglais avaient décidément des «agendas» différents. Pour sa part, l'ex-premier ministre du Manitoba, **Howard Pawley**, qui enseigne désormais à l'Université de Windsor, a proclamé la fin du fédéralisme exécutif et de la reconnaissance des droits collectifs au Canada. La décentralisation, le statut spécial et la société distincte seraient également des notions dépassées. Son collège **Walter Soderlund**, a renchéri en parlant de Charlottetown comme la fin de la l'accommodation des élites. Selon lui, la souveraineté pourrait recueillir l'appui de 38 à 60 % d'électeurs lors du référendum du Québec. Cependant, l'indépendance du Québec ne pourrait se réaliser qu'avec un degré d'association beaucoup moindre que le Parti Québécois semble en souhaiter.

Pour **Eric Uslaner** de l'Université du Maryland, les institutions reflètent la culture et non l'inverse. On ne peut changer la culture en changeant les institutions. Par conséquent, il est plutôt pessimiste quant à l'avenir du Canada. Il note que les sentiments pro-canadiens sont élevés au Canada, mais relativement bas au Québec. C'est le contraire en ce qui concerne les attitudes pro-Québec.

Pierre Martin de l'Université de Montréal a révélé qu'en dépit des déclarations des politiciens, et de la Banque Royale, l'opinion des Canadiens est favorable à une association économique avec le Québec, et que cet appui était plutôt constant selon les régions.

Dans un discours très couru, l'ex-premier ministre **Joe Clark** a déclaré que nous (Canadiens et Québécois) avions toutes les raisons de demeurer ensemble. Selon lui, même si le référendum de Charlottetown avait échoué, la négociation, elle, avait réussi. Si le Québec se séparait, cela ne se passerait peut-

être pas à la manière tranquille que l'on connaît au Canada, parce qu'il y aurait de l'amertume. Enfin, pour M. Clark, la question essentielle est la suivante: «est-ce que le Canada, avec ou sans le Québec, a la volonté d'exister comme le Québec...»

Quant au Bloc Québécois, sa tâche serait très simple selon M. Clark. Il s'agit de dénoncer chaque initiative du gouvernement canadien comme étant insuffisante, et de laisser le Reform se lancer à l'attaque. Par ces propos, il rejoignait son ex-sous-ministre, l'actuel ministre canadien des relations intergouvernementales, **Marcel Massé**, qui a prononcé un discours aujour'hui célèbre, mais pour les mauvaise raisons. En effet, le coût de son transport en avion gouvernemental à la Nouvelle-Orléans a été fortement critiqué par l'Opposition à la Chambre des Communes.

Dans une autre communication, **Richard French** est revenu pour parler de relations internationales. Il a souligné la faible qualité du «corps diplomatique» québécois. Si le Québec optait pour la souveraineté, a-t-il poursuivi, il aurait des ambassades dans une cinquantaine de pays. Selon lui, le plus grand défi sera alors les traités internationaux, à commencer par l'Aléna. Mais si, au contraire, le Québec demeurait au sein du Canada, il devrait concentrer ses ressources près des décideurs, à New York et Washington.

Cependant, pour **Anne Legaré** de l'UQAM, la principale raison de l'existence de délégations du Québec serait l'expression de la spécificité québécoise. À l'heure actuelle, la diplomatie fédérale aurait l'effet de la comoufler.

Louis Balthazar de l'Université Laval a affirmé que même si les ambassades représentaient bien la situation, il pouvait être nécessaire que le Québec conserve une petite représentation, ne serait-ce que pour rappeler son existence.

Toutefois, pour **Reed Scowen**, le Québec n'a rien de spécifique, et toutes les provinces du Canada, souveraines dans leurs champs de juridiction ont des problèmes de qualité et de distribution inégale de ses ressources.

Enfin, **Alain-G. Gagnon**, de l'Université McGill a dénoncé le comportement du Canada anglais dans toute la saga des négociations constitutionnelles au cours des dernières décennies, en affirmant que pendant que le Québec cherchait sa place dans le Canada, les gouvernements du Canada anglais cherchaient à court-circuiter le nationalisme québécois au lieu de chercher à l'accommoder. Pour lui, le Canada ne survivra pas à moins qu'on respecte les conventions à la base de la fédération. L'asymétrie est nécessaire, a-t-il dit. Le Canada a besoin d'une nouvelle «moralité politique» pour renflouer le système fédéral. En cela, ses propos rejoignent ceux de Joe Clark. En définitive, on doit reconnaître toutes les communautés nationales au Canada.

Voilà donc une infime partie des débats qu'a occasionné la question nationale à la Nouvelle-Orléans, tout près du «Vieux Carré» (ou *French Quarter*). Mais ce n'est pas fini. Une autre association, l'*American Council for Quebec Studies* tiendra sa prochaine conférence à Washington en novembre prochain. Le statut politique du Québec sera au centre des délibérations des congressistes.

Michel Sarra-Boumet
Université d'Ottawa

COLLOQUE SUR LES FÉDÉRALISMES (MARSEILLE, 1993)

«Les Fédéralismes. Réalités et représentations de 1789 à 1871», colloque du Centre méridional d'Histoire sociale, des mentalités et des cultures de l'Université de Provence et du Groupement de recherche Nord Méditerranée du CNRS, Marseille, du 16 au 18 septembre 1993.

Les manifestations scientifiques du bicentenaire de la Révolution française (et elles furent nombreuses) ont permis de constater le renouveau de la recherche et l'extrême diversité de l'historiographie: de nouveaux domaines sont exploités et de traditionnels champs sont remis au goût du jour, traçant la voie à une meilleure compréhension du phénomène révolutionnaire. Cela est particulièrement vrai de l'histoire politique et de l'histoire régionale de ce grand ébranlement. Or, dans ce dernier cas, l'accent a été mis moins sur les particularismes que sur la contribution de la province à la formation de la